



Culture: que penser du programme de gouvernement?

MIS EN LIGNE LE 13/09/2019 À 17:05

✂ PAR **ALAIN LALLEMAND (/43733/DPI-AUTHORS/ALAIN-LALLEMAND)**

Statut de l'artiste, financement des centres culturels et bibliothèques, contrats de filière et soutien à un « pôle des industries » : c'est Noël ! Si les budgets et les actes suivent, bien entendu.



Pierre Dherte (ici sur scène face à José Van Dam) :
« On attend de voir ce qu'ils vont budgétiser pour concrétiser cela. »

Q

uatre pages serrées de programme culturel pour le nouveau gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un « salad bar » sans doute trop ambitieux pour une seule législature, et pour mener tout cela à bon port, une ministre Ecolo (cela tombe bien, c'est un programme très « vert », centré sur les bibliothèques, les centres culturels, les artistes, l'éducation permanente) et – aubaine – un ministre-président MR qui a été ministre de l'emploi et de la formation. Aubaine, car l'une des pièces centrales du programme est d'« œuvrer à un réel statut aux artistes et techniciens », une ambition culturelle et sociale qui ne peut être matérialisée qu'en y associant les départements de l'emploi et de la formation (Onem, Forem, Actiris...)

Pierre Dherte, président de l'Union des artistes du spectacle (UA), a œuvré à la défense de **ces artistes aujourd'hui en quête de statut**

([https://plus.lesoir.be/art/d-20190307-3RN7FL?](https://plus.lesoir.be/art/d-20190307-3RN7FL?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3D)

[referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3D](https://plus.lesoir.be/art/d-20190307-3RN7FL?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3D)

: cette priorité gouvernementale, dit-il, « c'est très bien, on demande depuis longtemps un statut pour les intermittents, les travailleurs des arts – artistes, créateurs, interprètes et techniciens. » Selon le programme, cela passerait par une « conférence interministérielle » : « C'est ce que nous demandions vraiment et que la ministre précédente devait réaliser, qu'elle n'a pas fait : qu'il y ait une véritable coordination entre les divers niveaux de pouvoir, qui ne soit pas au coup par coup. Nos grands points, c'était renforcer l'emploi artistique avec l'imposition de quotas d'emplois minimum – cela se trouve dans le programme. Nous voulions accroître le soutien aux jeunes talents car nous trouvons que les jeunes étaient toujours pénalisés avec leurs projets, et on le retrouve aussi dans ce programme. Nous voulions un soutien au développement de disciplines émergentes, c'est dans le programme. »

Le retour du « guichet des arts »

Un autre combat en faveur des artistes ressort du texte : « relancer le guichet des arts, pour renseigner et accompagner tout artiste ». Ce guichet des arts ressorti des oubliettes, Pierre Dherte en fut autrefois président. Pourquoi ce guichet a-t-il fermé ses portes ? « L'idée de départ était très bonne », explique-t-il. « Un guichet unique, une sorte de numéro vert, où on donnait aux artistes et techniciens des informations factuelles, pas des infos orientées CGSP, Secta, ou ce que vous voulez, pas d'orientation politique derrière cela, et nous allons travailler avec des juristes experts. C'est une demande que nous avons, et que Fadila Laanan (PS) était parvenue à mener à terme. Le problème est que le financement de ce guichet des arts n'était pas suffisant : nous avons une centaine de milliers d'euros, or il y avait un directeur, des juristes, etc. » Si le nouveau gouvernement veut rouvrir ce guichet à l'identique, Pierre Dherte estime que le budget devra cette fois être au moins doublé.

LIRE AUSSI

L'Arc-en-ciel est né: voici les 15 mesures à retenir de l'accord PS-MR-Ecolo (<https://plus.lesoir.be/247343/article/2019-09-13/larc-en-ciel-est-ne-voici-les-15-mesures-retenir-de-laccord-ps-mr-ecolo>)

C'est d'ailleurs le grand bémol que formule le président de l'Union des artistes : les budgets. « Toutes ces promesses aux artistes, c'est très bien, mais Laanan I, Laanan II, Milquet I et Greoli I nous avaient aussi promis tout cela ! Donc nous sommes heureux, c'est valorisant pour nous parce que c'est exactement ce que nous demandions pour les artistes, mais on attend de voir ce qu'ils vont budgétiser pour concrétiser cela. La relance d'un guichet des arts, cela aura un coût ! Donner un statut aux artistes cela aura un coût, etc. J'attends de voir s'il s'agit de bonnes paroles ou si cela sera suivi de la mise en place de budgets pour les concrétiser. » La demande de l'Union des artistes n'est pas simplement un rééquilibrage

des curseurs à l'intérieur de l'enveloppe culturelle : « Il faudrait aussi débloquer des fonds pour payer les artistes, réaliser le cadastre des emplois d'artistes, etc. »

Les éditeurs, positifs, se profilent comme partenaires

Avec un tout autre profil et dans un secteur bien différent, l'Association des éditeurs belges (Adeb) aligne elle aussi une série de remarques positives tant pour le programme communautaire que régional. Bien entendu, la place centrale accordée aux créateurs : **certains auteurs du livre sont en grande difficulté, notamment les auteurs de bande dessinée** ([https://plus.lesoir.be/238725/article/2019-07-27/un-tax-shelter-pour-doper-le-livre?](https://plus.lesoir.be/238725/article/2019-07-27/un-tax-shelter-pour-doper-le-livre?referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3D)

referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3D
Mais encore ?

« Le premier point positif important », note Benoît Dubois en épluchant la déclaration communautaire, « c'est l'opportunité de développement d'"un véritable pôle des industries culturelles et créatives", avec une place toute particulière pour le secteur du livre : possibilité de "contrats de filière", participation active des différentes fédérations professionnelles dans la nouvelle chambre de concertation, etc. C'est très positif. » Et l'Adeb de se féliciter que le mot « industrie », qui était parfois un gros mot dans la parlance culturelle, soit ici mis en évidence.

Le défi du culturel numérique

Le deuxième point positif, l'Abed le relève **dans la déclaration régionale** (<https://www.wallonie.be/fr/actualites/declaration-de-politique-regionale-du-gouvernement-wallon-2019-2024>) avec « la place tout à fait particulière donnée au numérique. Nous pensons qu'il y a là des opportunités pour le secteur éditorial de pouvoir créer un véritable "pôle de compétitivité" autour du savoir-faire en édition numérique, et de créer des formations continuées dans le secteur numérique pour le personnel

des maisons d'édition. Un très bon éditeur classique n'est pas forcément un bon éditeur numérique. Si on ne veut pas perdre trop de personnes dans la transition, il faut former. Si on veut rester compétitif et créatif, il faut former. » On entend bien la dimension industrielle du propos, mais elle est ici l'alliée de la culture – et la déclaration communautaire fait d'ailleurs, elle aussi, une place au numérique. De manière générale, souligne Benoît Dubois, « l'Adeb veut développer un rôle de partenariat : il faut arrêter de nous voir comme des requins (parce que nous sommes des entreprises). Nous ne sommes pas là pour freiner des politiques, nous sommes plutôt là pour les accompagner et nous plaidons pour un dialogue avec les pouvoirs publics et les acteurs. » C'est là qu'on perçoit tout le bénéfice d'un exécutif où une ministre Ecolo et un ministre-président MR auront à coopérer.

LIRE AUSSI

Un tax shelter pour doper le livre

([https://plus.lesoir.be/238725/article/2019-07-27/un-tax-shelter-pour-doper-le-livre?](https://plus.lesoir.be/238725/article/2019-07-27/un-tax-shelter-pour-doper-le-livre?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate)

[referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate](https://plus.lesoir.be/238725/article/2019-07-27/un-tax-shelter-pour-doper-le-livre?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate)

L'Adeb se réjouit enfin de lire dans la déclaration communautaire l'attention portée au « soutien à la lecture. Le “plan lecture” n'est pas cité en toutes lettres, mais on retrouve sa trace et nous avons noté le rôle particulier que les écoles et bibliothèques devraient jouer. Que la lecture à l'école retrouve toute sa place, c'est important. » À cet égard, l'association déplore une communication imprécise du pouvoir politique : « La gratuité complète de l'école a été mal interprétée par les écoles dès ce printemps : elles ont pensé qu'elles ne pouvaient plus demander aux parents de payer pour les manuels, alors que ce n'était pas la volonté politique. Et ici, à la rentrée scolaire, le concept de gratuité a conduit certaines écoles à exclure tout ce qui était promotion de matériel de lecture proposé par des maisons

d'édition. Je pense à L'École des Loisirs, à Bayard, à Averbode, dont les folders destinés aux parents n'ont même pas été distribués. Se couper de la possibilité de travailler en partenaire avec l'école, c'est fort dommage. »

LIRE AUSSI

d-20190307-3RN7FL (<https://plus.lesoir.be/art/d-20190307-3RN7FL?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate>)

SUR LE MÊME SUJET

[Bande dessinée \(/11887/iptc/bande-dessinee\)](#)

[Écoles, collèges et lycées \(/673/iptc/ecoles-colleges-et-lycees\)](#)

[Bibliothèque et musée \(/3509/iptc/bibliotheque-et-musee\)](#)

[Communauté française \(/123/entities/communaute-francaise\)](#)